

PROCÈS-VERBAL

Conseil Municipal

Séance du 23 mai 2020

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – LE GARFF-TRUHAUD Francette – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine.

Absent : /

Secrétaire : VINCENT Louis

Election du Maire et des adjoints

Cf. copie du procès-verbal et de la feuille de proclamation joints.

Création des postes d'adjoints.

Les articles L 2122-1 et L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulent que les conseillers municipaux déterminent librement le nombre des adjoints au maire sans que ce nombre puisse excéder 30% de l'effectif légal du conseil municipal.

Après en avoir délibéré par un vote à main levée le conseil municipal, par 3 abstentions et 16 voix pour,

- Fixe à cinq (5) le nombre d'adjoints au Maire.

Délégations du conseil municipal au maire

Le maire donne lecture de l'article L.2122-22 du CGCT (Code Général des Collectivités Locales) lequel précise les différentes délégations que le conseil municipal peut donner au maire, pour des questions pratiques, pour la durée du mandat. Ces délégations permettent de simplifier la gestion des affaires de la commune.

Après en avoir délibéré et un vote à l'unanimité à main levée, les délégations suivantes sont données au maire par le conseil pour toute la durée du mandat, sachant qu'une fois la délégation donnée seul le maire est compétent pour statuer sur la matière sous peine d'illégalité (sauf en cas d'absence ou d'empêchement) :

2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ; Le droit de préemption d'un bien situé en zone centre bourg soumis quant à lui, à l'avis du conseil municipal.

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal, dans la limite de 5 000 €.

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

27° De procéder, pour les opérations d'investissement dont le montant ne dépasse pas 5 000 €, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Fixation des indemnités des élus

M. Le maire présente la répartition des indemnités des élus comme suit sachant que l'enveloppe maximale à répartir s'élève à 5 857.44 € pour M. le maire et 5 adjoints. Les indemnités des conseillers seront prises sur cette enveloppe.

Les indemnités versées s'appliqueront à la date d'entrée en fonction des élus et s'élèveront comme suit :

Après en avoir délibéré le conseil municipal, par 2 abstentions et 17 voix pour, approuve cette répartition.

Fonction	Indemnités mensuelles brutes maximales	Enveloppe maximale par poste	Enveloppe globale maximale	Proposition de répartition de l'enveloppe	Enveloppe répartie par poste	Enveloppe globale répartie
Maire	51.60%	2 006.93 €	2 006.93 €	85.77%	1721.34 €	1721.34 €
Premier adjoint	19.80%	770.10 €	770.10 €	90.07%	693.63 €	693.63 €
Adjoints (4)	19.80%	770.10 €	3 080.40 €	90.07%	693.63 €	2 774.52 €
Conseiller municipal (13)	6.00%	233.36 €		22.00%	51.34 €	667.42 €
			5 857.44 €			5 856.92 €

Lecture de la charte de l' élu local

Conformément à la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015, M. le Maire donne lecture de la charte de l' élu local, prévue à l'article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Il remet également aux conseillers municipaux une copie de cette charte.

Le secrétaire

Louis VINCENT